

DEPARTEMENT DE LA REUNION



Ville de passion!

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

REPUBLIQUE FRANCAISE



Liberté - Egalité - Fraternité

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 478 /PRM/DAJ/DA/MT/2023

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
Vu le Code de la Route,
Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
Vu l'article L511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,
Vu la demande de l'entreprise **SECAB** reçue le trente mai deux mille vingt-trois,
Vu l'avis n° 272/2023 du cinq juin deux mille vingt-trois de la police municipale,
Vu l'avis n° 175/2023 du sept juin deux mille vingt-trois de la Direction Générale des Services Techniques,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux de fouille et de raccordement au réseau EDF, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement sur la rue des Mûriers,

ARRETE

Art. 1.- La circulation se fait par alternat avec feux tricolores avec empiètement sur chaussée sur la rue des Mûriers au droit des n° 11 A et B.

Art. 2.- Le stationnement et le dépassement sont interdits au droit du chantier.

Art. 3.- La vitesse de circulation est limitée à 30 km/h au droit du chantier.

Art. 4.- Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi dix-neuf juin deux mille vingt-trois au lundi trente et un juillet deux mille vingt-trois entre sept heures et dix-sept heures.

Art. 5.- La signalisation réglementaire est mise en place par l'entreprise SECAB.

Art. 6.- La réfection du domaine public routier est effectué par l'entreprise SECAB.

Art. 7.- Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

Art. 8.- Mme la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 9.- Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la SEMITTEL, à la Société des Transports MOOLAND, à l'entreprise SECAB.

Fait à Saint-Louis, le 15 JUIN 2023
Pour Le Maire et par délégation,
Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH
Conseillère Municipale
Élue aux Affaires Juridiques et à la Réglementation

Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- Régie route
- Service communication
- Entreprise SECAB

LA MAIRE

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :

→ d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion

→ d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L521-2 du code de justice administrative